

Initiatives ministérielles

pouvait envoyer des messages. Bien sûr, il pouvait envoyer confirmation écrite des problèmes, mais il devait tout de même attendre le lundi matin pour une réponse.

L'ONU doit être réformée, et il faut commencer par le haut. Nous avons besoin d'idées. Nous avons besoin d'un point de départ. Il faut forcer les pays à payer leur quote-part. Je ne blâme pas les Américains de ne pas payer leur part, leur argument est: «Mettez de l'ordre dans vos affaires et nous paierons.» Nous sommes dans une position qui pourrait nous permettre de mener cette réforme.

Nous avons besoin d'un système de détection précoce. Je l'ai déjà dit à la Chambre à propos du Rwanda. C'est un pays que j'ai visité avec ma femme, en 1985. Nous restions dans les villages et nous avons pu constater, déjà à ce moment-là, qu'un conflit se préparait. Nous savions qu'il y avait deux tribus qui se détestaient. Beaucoup de troupes du maintien de la paix et d'ONG nous ont dit que des troubles se préparaient, mais nous n'avons rien fait. J'ai applaudi le gouvernement d'avoir mentionné hier, dans sa déclaration, le fait que nous avons besoin d'un système de détection précoce. Puis, j'ai remarqué qu'on avait vraiment jeté aux oubliettes l'idée de forces onusiennes où nous ne serions plus souverains. Cette idée a certes circulé un moment, mais ce n'est plus le cas, heureusement pour nous tous.

• (1610)

Il faut faire quelque chose au sujet des criminels internationaux. Nous savons que ces gens commettent des crimes atroces partout dans le monde et nous devons les avertir que le monde entier sévira contre eux. En effet, l'ONU s'occupera des criminels internationaux dans un délai beaucoup plus court que notre système de justice pénale.

Nous devons procéder à toute une réorganisation administrative et nous pouvons être des chefs de file à ce chapitre. De plus, nous devons examiner notre participation aux Nations Unies et réclamer un rôle beaucoup plus important.

De même, nous devons envisager la réorganisation de tout le ministère des Affaires étrangères et surtout de nos missions à l'étranger. Nous en ouvrons toujours davantage, mais nous devons nous pencher sur leur travail. Nous devons établir des critères.

Je me suis rendu dans neuf ambassades l'an dernier et j'ai posé la question suivante: «Si vous faisiez partie du Comité des affaires étrangères, que voudriez-vous changer?» Partout, tout le monde, pratiquement jusqu'aux employés de bureau, m'a répondu: «Nous voulons qu'on nous donne une orientation claire; qu'on manifeste un esprit de leadership aux plus hauts échelons; qu'on donne l'exemple et qu'on cesse d'envoyer des messages ambigus. Un jour, on dit une chose et le lendemain, son contraire. Nous ne savons plus comment représenter le Canada parce que les messages qui viennent d'en haut sont ambigus.»

Il faut vraiment stimuler l'esprit de leadership et c'est précisément ce que devrait permettre la réforme proposée dans le projet de loi C-47. Nous devrions formuler des idées importantes à cet égard.

En ce qui concerne le maintien de la paix, il nous faut évidemment élaborer des critères. C'est important que nous le fassions. Combien de temps nos Casques bleus seront-ils là-bas? Com-

bien cela coûtera-t-il? Que cherchons-nous vraiment à accomplir? Il y a actuellement de nombreux points névralgiques, des endroits comme le Burundi, le Nigéria et l'ex-Union soviétique, pour n'en nommer que quelques-uns, où nous pourrions être appelés à intervenir. Nous devons planifier nos activités et les planifier avec soin.

Ces derniers jours, nous avons beaucoup entendu parler des consultations populaires, des consultations menées auprès de la masse. Cela m'agace quelque peu lorsque nous lisons que la Chambre a débattu pendant cinq jours des grandes questions relatives aux affaires étrangères. Le problème, c'est qu'on pouvait déjà lire dans les journaux les conclusions qui avaient été tirées et les décisions qui avaient été prises le jour où nous préparions nos discours. Les décisions avaient déjà été annoncées. Elles avaient été divulguées par les Nations Unies. Le Canada avait déjà confirmé qu'il enverrait de nouveau des troupes en Bosnie avant même que nous débattions de la question.

Lorsqu'on débute dans ce métier, on peut peut-être accepter la chose, mais lorsqu'on est là depuis un certain temps, on commence à dire: «Bien, vous voulez tenir des consultations, mais ne prenez pas de décisions avant d'avoir entendu ce que nous avons à dire.» Voilà le message qu'il faut transmettre dès le début du débat sur la réforme des affaires étrangères et la procédure à suivre. Écoutez-nous. Ne prenez pas de décisions d'avance.

Je crois comprendre que nous tiendrons un débat la semaine prochaine—nous n'en serons probablement pas avisés avant la veille—afin de déterminer si nous devons envoyer de nouveau des troupes dans l'ex-Yougoslavie. Nous aimerions croire que chacun des députés aura l'occasion d'intervenir à ce sujet et d'exprimer son point de vue étant donné les circonstances. Devons-nous retourner là-bas ou le gouvernement a-t-il déjà décidé pour nous? J'espère que non.

Évidemment, lorsqu'on parle de consultations publiques, cela me fait aussi penser à l'assemblée nationale que nous avons organisée ici. Nous avions invité 125 personnes. Le problème, c'est qu'il s'agissait d'universitaires. Ils représentaient l'élite du pays, et non la masse. Ils avaient donc tous été invités à cette rencontre qui a été très décevante.

• (1615)

Pourquoi est-ce que nous, les 295 députés que nous sommes, n'allons pas dans nos circonscriptions respectives parler à nos électeurs, les informer et solliciter leur opinion? Pourquoi consulter seulement l'élite?

Les Canadiens comptent sur les Affaires étrangères pour agir comme chef de file et comme médiateur honnête dans le règlement des différends et l'établissement de relations multilatérales efficaces. Le Canada devrait vraiment être une puissance moyenne respectée. Il peut apporter une contribution spéciale. Assurons-nous qu'il le fasse! Assurons-nous que l'on est vraiment sérieux lorsqu'on parle de moderniser tout le ministère! Vivons selon nos moyens! Adoptons une approche proactive et faisons vraiment preuve de responsabilité financière! Nous pourrions ainsi accomplir énormément.

Beaucoup de bonnes choses nous attendent au XXI^e siècle. Comme on l'a dit ce matin à la cérémonie d'assermentation, parlons de quelques-unes de ces bonnes choses!